

PRÉSIDENCE

La face cachée des auditions

Comme c'est devenu la tradition depuis quelques années, Bouteflika consacre le mois de Ramadan aux auditions des membres du gouvernement. Des auditions tant redoutées par les concernés mais dont le déroulement demeure parmi les activités les moins bien médiatisées du locataire du palais d'El Mouradia. Y compris par les médias publics.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'opinion publique n'a toujours eu droit qu'au communiqué final sanctionnant chacune des auditions et que la présidence ne rend publique que vingt-quatre heures plus tard. Qu'en est-il réellement de ces rencontres ? «On a tout entendu et lu au sujet de ces auditions. Certains pensent qu'elles ont lieu en soirée, d'autres affirment qu'il ne s'agit que d'une simple formalité d'une dizaine de minutes, etc.» commencera en guise d'introduction une source proche de la présidence.

Puis, d'enchaîner : «Il faut savoir que les auditions ont toujours lieu à la présidence et non pas au domicile du président, autour d'un f'tour ou d'un kalbelouz, comme on a même eu à l'entendre parfois», ironise encore notre source. Et en fait d'auditions, «il s'agit à chaque fois d'un



Les auditions ont toujours lieu à la présidence.

véritable mini-conseil des ministres».

Y assistent en effet et à toutes les auditions, le Premier ministre Ahmed Ouyahia, le vice-premier ministre, Nourredine Yazid Zerhouni, le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, le ministre des Finances Karim Djoudi, le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, Abdelaziz Bel-

khadem, le ministre de la Prospection et des Statistiques, Hamid Temmar et, assez souvent, le ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi. «Ce dernier chapeaute un gigantesque ministère et sa présence est souvent nécessaire.» A ce cercle de permanents, s'ad-

joint «parfois mais pas systématiquement» le patron des services, le général de corps d'armée Mohamed Mediène dit Toufik. «Il est présent quand le sujet est sensible comme c'était le cas à l'occasion des auditions des ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Energie», nous confie notre source. Autre aspect méconnu, en tout cas pas rendu public, est le fait que les ministres ne sont pas audi-

tionnés individuellement.

«Les ministres sont reçus par petits groupes. Par affinités si vous voulez. Ainsi, quand il s'agit d'auditionner le ministre des Finances, la présence de Benmeradi est indispensable. Quand c'est l'Intérieur qui est concerné, la présence du ministre délégué à la Défense l'est tout autant. Le ministre de l'Agriculture ne peut être reçu sans celui du Commerce et de l'Industrie. Le ministre de l'Education ne peut également être reçu sans son collègue à l'Enseignement supérieur et celui de la Formation professionnelle, etc.»

Ainsi, et si pour cette année ce ne sont pas tous les membres du gouvernement qui sont convoqués à la présidence, en revanche certains parmi eux sont tenus de s'y rendre plusieurs fois. «S'agissant du programme des auditions, cela commence toujours par un exposé détaillé que le ministre concerné présente sur son secteur. S'ensuit après un débat général ouvert à tous les présents. Bien évidemment, le président intervient régulièrement dans les débats par des remarques, des interrogations ou des instructions. Cela, sans compter ces allocutions, parfois fleuves qui clôturent les réunions.» Certaines réunions, nous confie encore notre source, «durent même au-delà du f'tour» !

K. A.

L'INQUIÉTUDE PLANE SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Mauvaises nouvelles pour l'Algérie ?

L'inquiétude plane encore sur l'économie mondiale, notamment européenne, et le risque de récession et d'effondrement des cours du brut n'est pas à écarter. Mauvaises nouvelles pour l'Algérie ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le moral des décideurs politiques et économiques et des places financières dans le monde est au plus bas. L'inquiétude plane encore sur l'économie mondiale. Signe de cette angoisse, des marchés financiers qui paniquent absolument.

Le week-end dernier, les bourses du monde ont toutes plongé, tant Wall Street, Hong Kong que les principales places européennes, dévissant de 2 à plus de 5%. Des marchés tourmentés, incertains sur la situation économique aux Etats-Unis et dans la zone euro, où le problème des dettes souveraines des Etats restait irrésolu.

Certes, l'annonce d'un recul inattendu du taux de chômage et la création de 117 000 emplois aux Etats-Unis ont rassuré quelque peu les marchés, mais à court terme. Et d'autant que le problème de la dette publique américaine persiste, compliqué par l'abaissement de la notation des Etats-Unis et les appréhensions de leurs créanciers.

De même que les marchés restent incertains, surréactifs, malgré les velléités des gouvernements et de la Banque centrale européens de résoudre le problème des dettes souveraines, notamment celles



Les bourses du monde ont plongé, dévissant de 2 à plus de 5 %.

de l'Espagne et de l'Italie. Or, ce problème reste encore irrésolu la mollesse de la croissance économique dans ces deux pays mais aussi en France ne constituant pas un facteur rassurant, et la contagion restant possible. Et dans la mesure où l'euro, plombé jeudi dernier, tentait de rebondir le lendemain. Or, le risque de récession de l'économie mondiale, réédition de la crise financière et économique qui a marqué 2008, reste avéré, tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

Un contexte qui impacte négativement sur le cours des matières premières, notamment le pétrole, en rappelant l'aversion certaine pour les investissements jugés à risque. Les cours de l'or noir sont, en effet, à la baisse, ayant perdu en une semaine une dizaine de dollars environ à Londres (passant de 115,91 dollars à 106,93 dollars) et à New York (chutant de 95,54 dollars à 84,70 dollars).

Voire, l'effondrement des cours du pétrole reste possible, dans la mesure où

le niveau de la demande pétrolière mondiale reflète des fondamentaux qui, eux, ne sont pas rassurants. «Il reste à savoir combien de temps la chute libre va durer, mais étant donné que le rôle-clé joué par le contexte économique, il y a peu de raisons d'être optimiste», préviennent les spécialistes.

Mauvaises nouvelles pour l'Algérie ? Oui, certainement. Certes, l'exécutif affiche une certaine sérénité et assure de disponibilités financières suffisantes. Mais l'inquiétude reste cependant de mise. Dans la mesure où nos importations, libellées essentiellement en euros, poursuivent leur tendance haussière en volume et seront plus chères. Et d'autant que nos exportations, libellées en dollars mais destinées, celles gazières, essentiellement vers le marché européen, risquent de perdre en valeur. En d'autres termes, nos revenus extérieurs risquent de se contracter fortement, comme en 2009, impactant sur les disponibilités budgétaires prévues. Outre le fait que les placements partiels des réserves de changes ne sont pas aussi rentables et s'avèrent incertains tout comme la capacité de l'Algérie à pouvoir négocier leur retrait. Ce qui soulève, de nouveau, la pertinence de l'actuelle gouvernance financière du pays, marquée par la propension des autorités monétaires au discours lénifiant mais irréaliste et une incapacité à être au diapason des enjeux.

L'Algérie pourra-t-elle s'assurer une bonne marge de manœuvre dans ce contexte déprimé ? La question reste posée.

C. B.